

**RAPPORT D'ACTIVITÉ  
DE LA COMMISSION DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS  
DU FINISTÈRE PORTANT SUR L'ANNÉE 2023**

*Rapport établi conformément à l'article R.712-12 du Code de la consommation<sup>1</sup>*

Préambule, la commission de surendettement des particuliers du Finistère est compétente pour l'ensemble du département. Elle s'est réunie à 16 reprises au cours de l'année sous revue.

**Principaux éléments relatifs à l'activité de la commission**

**Dépôts de dossiers et redépôts**

Le nombre de dossiers de surendettement déposés dans le Finistère s'établit cette année en hausse. 1214 dossiers ont été déposés en 2023 contre 1131 en 2022, soit une augmentation de 7,3%. Les évolutions régionale et nationale affichent des hausses respectives de +4,1% et +7,5%. Le nombre de dépôts en ligne progresse et s'établit désormais à 11,3% tandis que le taux de redépôt diminue sensiblement, s'affichant à 40,2% contre 45,1% un an plus tôt.

**Recevabilité et orientation**

Le taux d'irrecevabilité est stable à 4,6% tandis qu'il a progressé en Bretagne (7%) et en France (6,9%).

Le taux d'orientation en rétablissement personnel sans liquidation judiciaire est de 33,5%, en hausse de 1,1% par rapport à 2022. Il demeure inférieur aux références régionale et nationale dont les taux diminuent et qui s'établissent respectivement à 36,2% et 39,4%.

Les dossiers sans capacité de remboursement, ni présence de bien immobilier, s'élèvent à 38,8%, proportion inférieure à celle observée en Bretagne (46,8%) et au niveau national (49,4%).

**Conciliation / mesures imposées / mesures d'effacement de dettes (explication à donner sur la répartition des dossiers traités)**

La proportion des dossiers ayant donné lieu à la signature d'un plan conventionnel de redressement définitif est de 9,8% (7% en Bretagne – 6,8% en métropole). Il s'agit des dossiers ayant fait l'objet d'une procédure de conciliation avec le débiteur et l'ensemble de ses créanciers aux fins de conservation du bien immobilier résidence principale quand la surface financière le permet.

Dans le Finistère, la part des dossiers concernés par l'endettement immobilier est de 13,5% contre 11,5% en Bretagne et 10% en France.

Les mesures imposées suite rétablissement personnel sans liquidation judiciaire (effacement des dettes) concernent 31,7% des dossiers traités, tandis que les rétablissements personnels avec liquidation judiciaire s'élèvent à 0,9%.

**Mesures pérennes et mesures provisoires**

Les solutions dites pérennes, c'est à dire réglant la situation de surendettement, représentent 72,9% des dossiers traités. Si la proportion des mesures d'attente (15,1%) reste plus importante qu'aux niveaux régional (11,7%) et national (13,6%), la situation économique favorable du département peut expliquer cette différence, la commission étant plus encline à surseoir à des mesures pérennes et à accorder un délai aux fins d'amélioration de la situation. La diminution de cet indicateur pourrait contribuer à limiter les redépôts de dossiers.

<sup>1</sup> « Chaque commission établit un rapport d'activité annuel. Ce rapport fait état de données statistiques sur le nombre des dossiers traités ainsi que les mesures prises ou recommandées par la commission. Il précise la typologie de l'endettement présentée dans ces dossiers et les difficultés de toute nature rencontrées dans leur traitement. Les rapports d'activité des commissions sont transmis à la Banque de France qui en présente la synthèse dans le rapport mentionné à l'article L. 143-1 du code monétaire et financier. »

**RELATIONS DE LA COMMISSION ET DE SON SECRÉTARIAT**  
**AVEC LES AUTRES ACTEURS DE LA PROCÉDURE ET AVEC DES ORGANISMES TIERS**

| <b>Relations avec les parties prenantes de la procédure</b>   | <b>Nombre de réunions<sup>2</sup></b>  | <b>Objectif / Thème de la réunion</b>   |
|---|--|---|
| Tribunal ou greffe du tribunal  | 1  | Échanges réguliers avec les juges et greffiers des Tribunaux de Brest, Morlaix et Quimper, en particulier sur l'activité et la procédure de surendettement                                |
| Commission de coordination des actions de prévention des actions d'expulsion (CCAPEX)                                   |  | Échanges réguliers sur certains dossiers  |
| Organismes et les travailleurs sociaux (organismes à caractère social, CAF, FSL)  | <i>2 Nombre de réunions réunissant 65 travailleurs sociaux</i><br><i>10 webinaires réunissant 391 travailleurs sociaux de Bretagne</i> | Procédure de surendettement, microcrédit ou inclusion financière  |
| Rencontre avec l'UNCCAS dans le cadre de la convention nationale  | <i>2 réunions pour 15 travailleurs sociaux assimilés rassemblés</i>  | Sensibilisation à la procédure de surendettement et aux questions budgétaires   |
| Associations de défense des consommateurs et des familles, caritatives ou d'aide aux personnes en difficulté financière | <i>Nombre de réunions :1</i><br><i>Nombre de travailleurs sociaux assimilés rassemblés : 2</i>   | Présentation de l'ensemble des ressources et jeux pour interventions à prévoir auprès de personnes en situation de handicap et de personnes en reconversion                               |
| Autres parties prenantes :<br>Établissements de crédit de la place, huissiers, chargés de recouvrement, bailleurs...    |  |   |
| Autres actions de concertation, d'information ou de formations effectuées (éducation nationale...)                      | 17 sessions  | 445 jeunes formés à l'éducation financière et budgétaire soit :<br>36 collégiens<br>226 lycéens au titre du Service National Universel<br>129 étudiants<br>14 jeunes de la Mission Locale |

**Relations avec les Tribunaux :**

L'objectif de ces réunions consistait à échanger sur le traitement des situations de surendettement et des nouvelles dispositions législatives.

**Relations avec la commission de coordination des actions de prévention des actions d'expulsion (CCAPEX) :**

Les deux commissions ont coopéré pour prévenir ou suspendre plus efficacement les actions d'expulsions des ménages surendettés. Des contacts systématiques sont établis en amont des Commissions de surendettement pour toutes les demandes de suspension locative.

<sup>2</sup> (organisées ou participation)

## PRINCIPALES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA PROCÉDURE

### Principales difficultés rencontrées quant à l'application de dispositions de la procédure

- Les débiteurs, inscrits comme entrepreneur individuel, ne savent pas qu'ils sont inéligibles à la procédure du surendettement par saisine directe de la commission. De même, les anciens entrepreneurs individuels, qui ont encore des dettes professionnelles liées à leur ancienne activité, ne peuvent pas non plus bénéficier de la procédure. Ils sollicitent la commission par méconnaissance.
- La commission fait référence à un loyer majoré afin d'examiner l'opportunité » de demander au débiteur de se reloger à moindre coût. Ce loyer majoré ne distingue pas si le logement est meublé ou non, ce qui peut avoir un impact quant à la mise en œuvre des mesures de remboursement (frais d'installation et de rééquipement éventuel)

### Principales difficultés rencontrées au regard de la situation des personnes surendettées

- La commission peut demander le déménagement de ménages surendettés qui s'acquittent (ou non) d'un loyer élevé. La difficulté de se reloger est importante dans le Morbihan.
- Les dossiers nécessitent très souvent des demandes de justificatifs, qu'ils soient remplis par le débiteur, accompagné ou non par un travailleur social.

### Principales difficultés rencontrées auprès des créanciers ou avec d'autres acteurs de la procédure

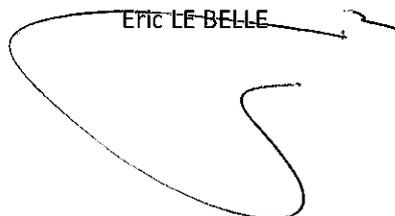
- Des travailleurs sociaux et des débiteurs évoquent des difficultés d'obtention de justificatifs pour la constitution des dossiers car certains créanciers sont difficilement joignables.
- Certains créanciers ne sont pas formés en interne au traitement dématérialisé de leurs créances.
- Lors de l'actualisation des créances, il est arrivé que certains établissements bancaires déclarent des autorisations de découverts au lieu des découverts réels.
- Le rachat d'une créance par un autre organisme de crédit génère des difficultés de suivi dans le traitement des dossiers en cours d'instruction.

Quimper, le 20 février 2024

Le Président de la commission  
François DRAPÉ



Le Secrétaire de la commission  
ERIC LE BELLE



**ANNEXE N°1 DU RAPPORT D'ACTIVITÉ**  
**DONNÉES D'ACTIVITE**

| Indicateurs   | 2022  | 2023  | variation<br>2023/2022<br>en % |
|---|-------|-------|--------------------------------|
| <b>Dossiers déposés</b>   | 1 131 | 1 214 | 7,3%                           |
| Proportion de redépôts (sur 12 mois à fin septembre)  | 45,1% | 40,2% |                                |
| Proportion de redépôts consécutifs à une suspension d'exigibilité des créances (sur 12 mois à fin septembre)  | 13,9% | 12,9% |                                |
| <b>Dossiers décidés recevables par la commission</b>  | 1 055 | 1 086 | 2,9%                           |
| Proportion de dossiers recevables avec résidence principale   | 10,4% | 11,0% |                                |
| <b>Dossiers décidés irrecevables par la commission</b>  | 56    | 52    | -7,1%                          |
| Proportion de dossiers irrecevables avec bien immobilier  | 30,4% | 28,8% |                                |
| <b>Dossiers orientés par la commission</b>  | 1 061 | 1 094 | 3,1%                           |
| Proportion de dossiers orientés par la commission avec une capacité de remboursement négative et absence de bien immobilier                             | 40,7% | 38,8% |                                |
| Proportion de dossiers orientés par la commission vers un rétablissement personnel sans liquidation judiciaire (RP sans LJ)                             | 32,4% | 33,5% |                                |
| Proportion de dossiers orientés par la commission vers une procédure de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire (PRP avec LJ)              | 0,8%  | 1,0%  |                                |
| Proportion de dossiers orientés par la commission vers un réaménagement de dettes   | 66,7% | 65,4% |                                |
| <b>Dossiers traités par la commission (A+B+C+D+E+G)</b>   | 1 200 | 1 135 | -5,4%                          |
| Proportion de dossiers clôturés (y compris constats de non accord qui n'ont pas fait l'objet d'une ouverture des mesures) (A)                           | 7,1%  | 7,5%  |                                |
| Proportion de dossiers décidés irrecevables (B)   | 4,7%  | 4,6%  |                                |
| Proportion de mesures imposées suite RP sans LJ (C)   | 30,1% | 31,7% |                                |
| Proportion d'accords débiteur sur PRP avec LJ (D)   | 0,6%  | 0,9%  |                                |
| Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs (E)   | 9,3%  | 9,8%  |                                |
| <i>Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs réglant la situation de surendettement (F)</i>   | 4,3%  | 4,9%  |                                |
| <i>Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs d'attente (consistant en un réaménagement ou un report des dettes)</i>                 | 4,9%  | 4,8%  |                                |
| Proportion de mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement (G)   | 48,3% | 45,6% |                                |
| <i>Proportion de mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement réglant la situation de surendettement (H)</i>                             | 35,1% | 35,3% |                                |
| <i>Proportion de mesures imposées avec effacement partiel réglant la situation de surendettement</i>  | 18,2% | 17,0% |                                |
| <i>Proportion de mesures imposées d'attente sans effacement (consistant en un réaménagement ou une suspension d'exigibilité des créances)</i>           | 13,3% | 10,2% |                                |
| Proportion de solutions pérennes réglant la situation de surendettement (C+D+F+H)   | 70,1% | 72,9% |                                |
| <b>Décisions du juge infirmant la décision d'irrecevabilité ou de déchéance de la commission, à la suite d'un recours (sur 12 mois à fin septembre)</b> | 8     | 8     |                                |
| <b>Décisions du juge infirmant la décision de recevabilité de la commission, à la suite d'un recours (sur 12 mois à fin septembre)</b>                  | 7     | 2     |                                |

## STRUCTURE DES DÉCISIONS DE LA COMMISSION

|  | FINISTÈRE | BRETAGNE | METROPOLE |
|--|-----------|----------|-----------|
| Part des dossiers décidés irrecevables par la commission*                                    | 4,6%      | 7,0%     | 6,9%      |
| Part des accords commission sur Mesures imposées suite RP sans LJ*                           | 31,7%     | 33,8%    | 34,9%     |
| Part des plans conventionnels conclus*   | 9,8%      | 7,0%     | 6,8%      |
| Part des accords commission sur mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement* | 45,6%     | 45,1%    | 43,8%     |
| Taux de solutions pérennes réglant la situation de surendettement*                           | 72,9%     | 74,6%    | 72,2%     |

\*en % de dossiers traités

**ANNEXE N° 2 DU RAPPORT D'ACTIVITÉ**  
**TYPLOGIE DE L'ENDETTEMENT**

| Nom commission | Type de dettes                 | Encours des dettes en milliers € | Nombre de situations recevables | Nombre de dettes | Part dans l'endettement global | Part des situations concernées | Endettement médian en € | Nombre médian de dettes par situation |
|----------------|--------------------------------|----------------------------------|---------------------------------|------------------|--------------------------------|--------------------------------|-------------------------|---------------------------------------|
| FINISTERE      | Dettes financières             | 29 726                           | 826                             | 3 896            | 70,1%                          | 82,9%                          | 14 446                  | 4,0                                   |
|                | dont dettes immobilières       | 13 513                           | 135                             | 282              | 31,9%                          | 13,6%                          | 90 481                  | 2,0                                   |
|                | dont dettes à la consommation  | 15 519                           | 723                             | 3 008            | 36,6%                          | 72,6%                          | 11 550                  | 3,0                                   |
|                | dont autres dettes financières | 694                              | 505                             | 606              | 1,6%                           | 50,7%                          | 768                     | 1,0                                   |
|                | Dettes de charges courantes    | 6 713                            | 752                             | 2 546            | 15,8%                          | 75,5%                          | 3 514                   | 3,0                                   |
|                | Autres dettes                  | 5 964                            | 538                             | 1 184            | 14,1%                          | 54,0%                          | 1 953                   | 2,0                                   |
|                | Endettement global             | 42 402                           | 996                             | 7 626            | 100,0%                         | 100,0%                         | 17 882                  | 7,0                                   |

|          | Type de dettes                 | Encours des dettes en milliers € | Nombre de situations recevables | Nombre de dettes | Part dans l'endettement global | Part des situations concernées | Endettement médian en € | Nombre médian de dettes par situation |
|----------|--------------------------------|----------------------------------|---------------------------------|------------------|--------------------------------|--------------------------------|-------------------------|---------------------------------------|
| Bretagne | Dettes financières             | 108 363                          | 3 151                           | 14 778           | 69,8%                          | 79,5%                          | 13 962                  | 4,0                                   |
|          | dont dettes immobilières       | 44 398                           | 454                             | 899              | 28,6%                          | 11,5%                          | 83 275                  | 2,0                                   |
|          | dont dettes à la consommation  | 61 371                           | 2 786                           | 11 602           | 39,6%                          | 70,3%                          | 11 954                  | 3,0                                   |
|          | dont autres dettes financières | 2 593                            | 1 815                           | 2 277            | 1,7%                           | 45,8%                          | 762                     | 1,0                                   |
|          | Dettes de charges courantes    | 20 902                           | 3 058                           | 11 097           | 13,5%                          | 77,2%                          | 3 636                   | 3,0                                   |
|          | Autres dettes                  | 25 894                           | 2 280                           | 5 149            | 16,7%                          | 57,5%                          | 1 955                   | 2,0                                   |
|          | Endettement global             | 155 159                          | 3 962                           | 31 024           | 100,0%                         | 100,0%                         | 17 145                  | 7,0                                   |

## Rapport d'activité des commissions (Endettement) France métropolitaine

| Type de dettes                        | Encours des dettes en milliers € | Nombre de dossiers traités | Nombre de dettes | Part dans l'endettement global | Part des dossiers concernés | Endettement médian en € | Nombre médian de dettes par dossier |
|---------------------------------------|----------------------------------|----------------------------|------------------|--------------------------------|-----------------------------|-------------------------|-------------------------------------|
| <b>Dettes financières</b>             | <b>2 877 094</b>                 | <b>81 573</b>              | <b>382 453</b>   | <b>68,4%</b>                   | <b>80,0%</b>                | <b>14 940</b>           | <b>4,0</b>                          |
| <i>dont dettes immobilières</i>       | <i>1 120 183</i>                 | <i>10 238</i>              | <i>16 243</i>    | <i>26,6%</i>                   | <i>10,0%</i>                | <i>91 419</i>           | <i>1,0</i>                          |
| <i>dont dettes à la consommation</i>  | <i>1 684 877</i>                 | <i>73 684</i>              | <i>312 178</i>   | <i>40,1%</i>                   | <i>72,3%</i>                | <i>13 763</i>           | <i>3,0</i>                          |
| <i>dont autres dettes financières</i> | <i>72 033</i>                    | <i>43 513</i>              | <i>54 032</i>    | <i>1,7%</i>                    | <i>42,7%</i>                | <i>796</i>              | <i>1,0</i>                          |
| <b>Dettes de charges courantes</b>    | <b>591 774</b>                   | <b>77 774</b>              | <b>263 163</b>   | <b>14,1%</b>                   | <b>76,3%</b>                | <b>3 842</b>            | <b>3,0</b>                          |
| <b>Autres dettes</b>                  | <b>736 979</b>                   | <b>55 557</b>              | <b>123 439</b>   | <b>17,5%</b>                   | <b>54,5%</b>                | <b>1 980</b>            | <b>2,0</b>                          |
| <b>Endettement global</b>             | <b>4 205 846</b>                 | <b>101 960</b>             | <b>769 055</b>   | <b>100,0%</b>                  | <b>100,0%</b>               | <b>18 446</b>           | <b>6,0</b>                          |

